



Oi
Mayotte

L'économie mahoraise en évolution rapide

La Collectivité de Mayotte traverse une période d'évolutions majeures et profondes sur les plans institutionnel, économique, politique, environnemental... La transformation des paysages mahorais est rapide : construction du marché et de la nouvelle mairie de Mamoudzou ou de bâtiments scolaires à travers l'île, élévation d'immeubles en défiscalisation dans le quartier des Hauts-Vallons, extension de la zone industrielle de Kawéni et de la zone portuaire de Longoni...

Dynamisée par une croissance endogène forte et des besoins - en infrastructures notamment - importants, Mayotte est encore peu impactée par la crise qui touche l'ensemble de l'économie mondiale depuis le milieu de l'année 2008. Néanmoins, elle en subit indirectement quelques conséquences, comme le ralentissement des constructions en défiscalisation qui affecte le secteur du BTP.

Consommation dynamique dans un contexte inflationniste

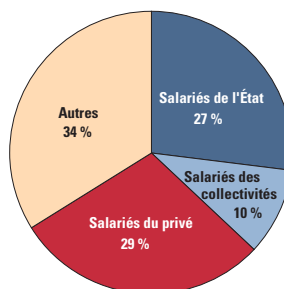
Entre décembre 2007 et décembre 2008, l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 5,1 %. Le poste "produits alimentaires et boissons" affiche la progression la plus importante (+ 11 %), avec notamment des hausses de 24 % et 16 % sur les postes "produits frais" et "viandes et volailles". La consommation des ménages est cependant restée dynamique au cours de l'année, portée par une hausse significative du Smig (+ 12,3 % en juillet 2008, après + 17,0 % en juillet 2007), et par un recours accru au crédit à la consommation (+ 20 % sur un an).

Ainsi, les importations de produits alimentaires et de biens d'équipement ménager ont augmenté en 2008 respectivement de 14 % et 9 % en valeur. Toutefois, un net

Prédominance du secteur public

Le secteur public reste le premier employeur de l'île, même si le secteur privé est en pleine expansion. Les secteurs qui ont le plus progressé sur la période récente sont ceux du tertiaire, avec 4 000 emplois créés depuis 2002. L'emploi a particulièrement augmenté dans l'administration publique (+ 1 780 emplois) et dans le secteur "éducation, santé action sociale" (+ 1 750 emplois). La mutation d'une société agricole vers une société de service, perceptible depuis une vingtaine d'années, se confirme donc, même si les "petits-boulots", qui correspondent souvent à de la multiactivité, représentent 15 % de l'emploi total.

Répartition des emplois par statut



Source : Insee, recensement de la population 2007

ralentissement est apparu au dernier trimestre, les importations de biens de consommation diminuant non seulement par rapport au trimestre précédent, mais également par rapport au même trimestre de 2007. Les ventes de véhicules de tourisme accusent également un recul significatif au quatrième trimestre (- 6 % par rapport au troisième trimestre et - 14 % en glissement annuel), même si elles ont progressé de 2,4 % sur l'année.

Ralentissement de l'activité et de l'investissement des entreprises au second semestre

Après un premier semestre 2008 jugé dynamique quant au courant d'affaires, les entrepreneurs interrogés dans le cadre

de l'enquête de conjoncture de l'Insee ont constaté une baisse de leur activité au second semestre. Cette baisse d'activité s'accompagne d'une réduction des effectifs employés, d'une dégradation sensible des situations de trésorerie liée en grande partie à l'allongement continu des délais de paiement des clients (publics notamment). Dans le secteur de la construction, les chefs d'entreprises s'inquiètent de l'absence ou du lancement tardif des gros projets de chantiers publics, alors que les besoins à Mayotte sont toujours aussi importants (assainissement, infrastructures, réfection des voiries...). ♦

Matthieu MORANDO

Insee Mayotte

sur la base de la *synthèse du rapport annuel de l'Insee "Mayotte en 2008"*

2009, année de transition sur les plans institutionnels et économiques

- la mise en œuvre du 13^e Contrat de projet entre l'État et le Conseil général de Mayotte, qui prévoit une enveloppe de 550 millions d'euros sur la période 2008-2014 en faveur du développement économique et social durable de l'île, devrait permettre le démarrage ou la poursuite d'importants chantiers, qui viendront relancer la commande publique.
- la validation, après plusieurs années d'attente, du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) devrait débloquer la réalisation de plusieurs projets touristiques, mettant ainsi en valeur le potentiel existant.
- la transition institutionnelle de Mayotte vers le statut de Département et Région d'Outre-mer devra être décidée par une loi organique, prévue courant 2009. Le renouvellement partiel du Conseil général en 2011 marquera alors la transformation de la Collectivité en Département, qui exercera également les compétences d'une Région.
- les élus de Mayotte ont répondu favorablement à l'invitation du Gouvernement d'organiser, au plan local, la tenue des États généraux de l'Outre-mer. Ces États généraux seront l'occasion de proposer au Gouvernement, dans les limites du Pacte pour la Départementalisation, des mesures propres à préparer au mieux et à accompagner l'évolution statutaire de 2011.